

Marocains et djihadisme, quel rapport ?

Étude

Cerner la radicalisation violente

Rares sont les études empiriques (voir p. 17) sur la radicalisation djihadiste. C'est ce qu'ont entrepris le sociologue Romain Sèze et le politologue Xavier Crettiez. Avec leur équipe, ils ont interrogé vingt détenus condamnés en France pour des faits de terrorisme, dont treize de type djihadiste. L'étude, intitulée "Saisir les mécanismes de la radicalisation violente", a été soumise au ministère de la Justice. Elle a été réalisée durant toute l'année 2016 et est parue en avril. Les derniers travaux du genre remontaient au début des années 2000 lorsque Farhad Khosrokhavar a réalisé la première étude sociologique d'envergure sur le fait religieux en prison. **V. B.**

Enquête Julie Chaudier
Correspondante à Casablanca

Pourquoi autant de Marocains impliqués ? au lieu de "Pourquoi Barcelone ?", telle est la bonne question. Nous devons ouvrir ce débat même si les conclusions risquent de faire très mal", interpelle Hicham, militant associatif à Rabat, sur Facebook. Au surlendemain des attentats djihadistes à Barcelone et Cambrils impliquant douze individus dont huit sont originaires du Maroc, la question fait écho sur la toile. Pourquoi, cette fois encore, comme à Paris puis Bruxelles, les auteurs des attentats djihadistes de Barcelone étaient-ils majoritairement d'origine marocaine ?

La première raison est simple: la démographie. Les auteurs d'attentats djihadistes sont, par définition, musulmans et les musulmans en Belgique sont majoritairement issus de l'immigration marocaine. Il n'y a donc rien d'anormal à ce que les frères El Bakraoui, les frères Abdesslam et Abdelhamid Abaaoud, principaux organisateurs belges des attentats de Bruxelles et de Paris, soient d'origine marocaine.

La part des Marocains "djihadistes" a explosé

Selon les études réalisées à l'occasion des 50 ans des immigrations marocaine et turque pour le Centre fédéral migration, la Belgique comptait plus de 429 000 Marocains et Belges d'origine marocaine, en 2012 pour environ 200 000 Turcs et Belges d'origine turque, vers 2010. De la même façon, les quatre fratries – Oukabir, Hichami, Abouyaaqoub et Aalla – impliquées dans les attentats en Espagne ont grandi à Barcelone et appartiennent à la vaste communauté marocaine d'Espagne, première communauté musulmane du pays.

Pour l'Espagne, la démographie explique donc que l'on retrouve systématiquement en grand nombre des Marocains parmi les auteurs d'attentats djihadistes – 46 % des détenus en Espagne entre 2013 et 2016 pour des activités liées à l'Etat islamique – mais elle ne peut pas être la seule explication. Il y a une vingtaine d'années, ils représentaient déjà la majorité des musulmans d'Espagne, sans pour autant représenter

la majorité des auteurs d'attentats djihadistes.

Entre 1996 et 2012, ils ne constituaient que 27,4 % des personnes impliquées dans des activités djihadistes en Espagne, contre 29,8 % d'Algériens, alors que ceux-ci étaient dix fois moins nombreux que les Marocains. La surreprésentation des Algériens était alors liée à la guerre civile en Algérie dans les années 90 entre l'armée et différents groupements djihadistes dont le GIA. Depuis, "25 ans de lutte antiterroriste en France [et en Espagne] ciblée sur les réseaux algériens et la politique de réconciliation nationale en Algérie, ont mis un terme aux agissements du GIA", explique Djilil Louannas, enseignant et chercheur à l'université Al-Akhawayn d'Ifrane, au Maroc, spécialiste du djihadisme en Afrique du Nord. "Le traumatisme de la guerre civile sur les familles algériennes en Europe peut également expliquer la participation réduite des Algériens d'Europe aux activités djihadistes", souligne-t-il.

A contrario, la part des Marocains impliquée dans le djihadisme a explosé ces dernières années. Aujourd'hui les connexions des cellules djihadistes en Espagne s'établissent plutôt avec le Maroc : 46 % des détenus pour activité en relation avec le terrorisme djihadiste en Espagne entre 2013 et 2016 appartenaient à des cellules qui s'étendaient au Maroc, plus précisément à Tetouan, Fnideq ou Nador, proches des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, établissent Fernando Reinares et Carola Garcia-Calvoda.

La longue histoire du Maroc avec le djihad

"Le Maroc, comme les autres Etats arabes, dispose d'une longue histoire avec le djihad", rappelle Hicham Houdaïfa, journaliste au Maroc et auteur d'une série d'enquêtes "Extrémisme religieux : plongée dans les milieux radicaux au Maroc". "Elle a commencé dans les années 80 quand l'Etat, sous l'influence des Etats-Unis dans le cadre de la guerre froide, a soutenu le départ de Marocains en Afghanistan pour combattre les troupes soviétiques. Depuis, chaque guerre au Moyen-Orient a donné lieu à de nouveaux départs de salafistes

■ Pourquoi les Marocains sont-ils surreprésentés parmi les auteurs d'attentats en Europe ?

■ Les principaux auteurs des attentats de Barcelone, Paris et Bruxelles étaient originaires du Maroc.

■ Une étude menée auprès de détenus condamnés pour djihadisme éclaire d'un nouveau jour la radicalisation.

wahhabites pour le djihad et le mouvement djihadiste au Maroc a peu à peu pris de l'ampleur jusqu'au début des années 2000 avec les premiers meurtres perpétrés par des djihadistes, avant même les attentats de 2003 à Casablanca."

Revenus "transformés et sociaux"

Aujourd'hui, les connexions entre Maroc et Espagne au sein des cellules djihadistes se font dans les deux sens. Par exemple, en mars 2015, une famille marocaine qui vivait en Espagne a été arrêtée à Badalona : "Les parents voulaient que leurs deux fils rejoignent l'Etat islamique, dans le sillage de leur fils aîné décédé en Syrie. Ils les ont été envoyés dans une école de Tetouan d'orientation rigoureuse d'où ils sont revenus transformés et sociaux", explique Fernando Reinares et Carola Garcia-Calvoda dans leur étude parue l'an dernier "L'Etat islamique en Espagne".

A l'inverse, le mouvement djihadiste marocain intervient également en Espagne. "Le 8 juin 2012, jour du décès d'un jeune Espagnol de Ceuta dans un attentat-suicide en Syrie, Omar El Hadouchi [condamné au Maroc au moment des attentats de Casablanca de 2003 à trente ans de prison et gracié

en 2011] a présenté en personne ses condoléances à la famille lors de la prière dans la mosquée Attawa. Il a également contraint l'imam à adopter et promouvoir sa vision de l'islam dans sa mosquée", rapportent les deux auteurs.

Pour autant, le djihadisme en Espagne n'est pas absolument dépendant du mouvement djihadiste marocain. "73,8% de tous les détenus djihadistes en relation avec l'EI ont été radicalisés sur le territoire national", rappellent les chercheurs espagnols. "Beaucoup des auteurs d'attentats djihadistes en Europe ont été radicalisés en Belgique, en Espagne... sans avoir eu besoin d'établir des liens avec le Maroc", insiste Hicham Houdaïfa. "Si le Maroc doit s'interroger sur le succès du développement du salafisme djihadiste sur son sol, il y a dans la radicalisation locale des auteurs d'attentats en Europe, quelque chose que l'Occident lui-même doit traiter."

De la volonté de revenir à l'islam au passage à l'acte ultraviolent

C'est le genre d'enquête qui prend le temps de creuser son sujet : la radicalisation violente.

Pour cause, elle repose sur de longs entretiens avec treize détenus condamnés en France pour des faits de terrorisme de type djihadiste, et sept autres pour des faits semblables de type nationaliste ou régionaliste. Cet ancrage humain fait l'originalité de la démarche. Et son principal apport. Car il s'avère que les parcours des jeunes gens composant l'échantillon sont éminemment personnels et divergents. "S'il y a bien intentionnalité, nous avons constaté que ces parcours sont très contingents, très aléatoires et aussi très largement opportunistes", résume le sociologue Romain Sèze, qui a dirigé l'étude (voir ci-dessus). Autant de dimensions qui empêchent d'établir un profil type du djihadiste, les facteurs de radicalisation étant variables d'un cas à l'autre.

Voici les principaux enseignements de l'étude, qui nuancent certaines idées reçues.

1 Un retour vers l'islam tardif et lié à une volonté de restructurer sa vie

Le passage vers la religion est tardif dans le parcours de ces jeunes gens mais, au départ, il est presque toujours lié à une recherche d'une vie plus stable. "Dans la plupart des cas, soit onze sur treize, ils sont revenus vers l'islam qu'ils ont redécouvert à l'entrée dans l'âge adulte avec la volonté de restructurer leur cadre de vie. Il y a cette volonté d'arrêter une vie adolescente et festive et de chercher une vie sérieuse et structurée au moment où on débute un travail, où on s'investit dans une relation amoureuse, où on pense à avoir des enfants", souligne Romain Sèze. Ce retour à la religion s'effectue à la faveur de leur volonté de retrou-

ver un rôle actif plus valorisant dans la société. Il y a aussi chez eux "une très forte pérégrination religieuse", dit le chercheur. Ces jeunes gens cherchent leur voie, en fréquentant tantôt la mosquée (trois d'entre eux), des sites web pour apprendre la religion seul (la plupart) ou encore en socialisant au contact de copains.

2 Le salafisme, une expérience dont il faut évaluer la portée au cas par cas

Le salafisme n'est pas un facteur suffisant de la radicalisation. "Être passé par le salafisme ne veut rien dire en soi. Ce qui est intéressant dans le cadre de notre étude, c'est de regarder quelle a été l'expérience du salafisme pour tel individu et comment elle l'a transformé", nuance le sociologue. Et de citer deux cas de figure issus des entretiens. "Un individu est allé vers un groupe salafiste mais parce que le style l'attirait. Il s'est mis à adopter une religiosité très ostensible par laquelle il signifiait son désaccord par rapport à sa place (dans la société), en l'occurrence dans son cadre professionnel. D'autres s'y sont vraiment nourris et ont adopté un jugement sur soi, sur le monde, qui ont pu les amener à accepter plus facilement des idéologies plus violentes."

Quant au djihadisme, qui se présente comme une sorte de vérité absolue, il offre un cadre qui explique tout, qui interdit le doute. "Et ce n'est pas du tout incohérent avec la recherche d'un cadre structurant de son quotidien", souligne le chercheur.

3 Un contexte idéologique lié aussi à une dimension affective

Pour Romain Sèze, on ne va pas à la rencontre d'une idéologie, violente ou non, mais on va à la ren-

contre de personnes, dont on devient proche, des "copains" dont on va intégrer le petit groupe et progressivement adhérer à leurs idées. "C'est donc souvent une sorte de mimétisme compartemental qui prime, plutôt que la découverte d'une idéologie", dit-il. La présence de personnes ressources, à quelque niveau que ce soit, est déterminante. L'un des détenus explique avoir suivi des "copains" sur un théâtre de guerre, pas par conviction idéologique mais pour ne pas se retrouver seul. "Il avait une bande de copains d'enfance un peu radicaux qu'il continuait à fréquenter de temps en temps mais sans partager leurs idées. Après le décès accidentel de sa mère, il a besoin d'affection et se dirige vers ce groupe, où on l'entoure beaucoup, ce qui lui fait beaucoup de bien", rapporte Romain Sèze. "C'est n'est qu'après son arrestation à son retour, ayant fait demi-tour parce que cela ne lui plaît pas, qu'il conscientise ce djihad."

4 Une violence énorme quand elle s'appuie sur des considérations religieuses.

La dimension religieuse de l'engagement donne lieu à une violence plus grande que lorsque l'activisme est de nature politique. "La religion apporte une forme d'absolutisation de l'engagement qui peut justifier des niveaux de violence très élevés, qu'on ne retrouve pas du tout chez les nationalistes", affirme M. Sèze. "Des jeunes qui finissent par intérioriser toute une martyrologie, selon laquelle il faut se sacrifier soi-même pour la cause, sont prêts à tout, y compris mourir et voir leurs camarades être tués ou torturés. Certains sont même capables d'abandonner leurs enfants en bas âge, leur femme, pour partir sur des théâtres de combat."

Vincent Braun